

**ARRÊTÉ
de mise en demeure
à l'encontre de la société BARDAT
pour la carrière qu'elle exploite à DOUCHY-MONTCORBON**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 février 2021 autorisant la société BARDAT à poursuivre l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » à DOUCHY-MONTCORBON, notamment ses articles 5.2.2. et 6.2.3. ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 27 septembre 2024 communiquant à la société BARDAT son rapport relatif à l'inspection réalisée le 8 août 2024 sur le site de la carrière de DOUCHY-MONTCORBON, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 27 septembre 2024 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prononcée à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur le projet de mise en demeure susvisé par courriel du 25 octobre 2024 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection réalisée le 8 août 2024 sur le site exploité par la société BARDAT aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » à DOUCHY-MONTCORBON, l'inspecteur de l'environnement de la DREAL Centre Val de Loire a constaté :

- l'absence de plan de gestion des déchets d'extraction prévu à l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2021 susvisé ;
- l'absence de contrôle des niveaux sonores prévu à l'article 6.2.3. de l'arrêté préfectoral du 8 février 2021 susvisé ;

Considérant que ces constats avaient déjà été signalés lors de la visite du 7 décembre 2022 ;

Considérant que ces constats sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les informations communiquées par l'exploitant par courriel du 25 octobre 2024, répondant à l'écart relatif au plan de gestion des déchets d'extraction susvisé ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BARDAT de respecter les dispositions de l'article 6.2.3. « Mesures périodiques des niveaux sonores » de l'arrêté préfectoral du 8 février 2021 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 – La société BARDAT (siège social : La Tour de Bourges - 45220 TRIGUERES), exploitant la carrière située aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » sur le territoire de la commune de DOUCHY-MONTCORBON (45), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.2.3. de l'arrêté préfectoral du 8 février 2021 susvisé **sous six mois** compter de la notification du présent arrêté, en réalisant une vérification des niveaux sonores générés par l'exploitation du site.

Article 2 – Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté est notifié à la société BARDAT par voie postale.
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE

17 DEC. 2024

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécoeurs accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.